Une Autre Gauche organise le samedi 1er décembre une conférence fédérale qui se penchera sur l'adoption de deux documents ; une résolution politique et des règles de fonctionnement. Le premier document, que nous publions intégralement ci-dessous est en quelque sorte une « charte-plateforme » qui entend redéfinir le projet d'UAG et ses objectifs. Toute personne intéressée à ce projet est invitée à y collaborer, notamment en proposant des amendements à adresser – avant le 24 novembre - au secrétariat fédéral d'UAG à l'adresse : uneautregauche@agora.eu.org

Au début des années 90, après le retour des pays de l'Est dans l'économie capitaliste, les idéologues du libéralisme triomphant promettaient un nouvel ordre mondial de paix et de prospérité. Depuis lors, les violences sociales, les guerres civiles endémiques et les crimes contre l'humanité ont largement démenti cette promesse. Et il ne s'agit pas de péripéties passagères, mais bien du vrai visage du capitalisme qui n'est plus bridé par aucune force politique et qui menace l'avenir de l'espèce humaine.

Guidée par la recherche effrénée du profit, une petite minorité s'approprie systématiquement le pouvoir politique, la force économique et la technologie, détruisant les libertés démocratiques, les acquis sociaux et l'environnement. Presque partout dans le monde, les gouvernements appliquent des mesures néolibérales inspirées par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce et l'Union européenne. Les sommets internationaux entre chefs d'état (G8 ou sommets européens) servent à coordonner ces politiques néolibérales. Pour arriver à ses fins, le capitalisme, et notamment le monde de la finance, contrôle les moyens de communication et d'information.

L'immense majorité de la population est victime de cette politique néolibérale. Les délocalisations, les fermetures et les licenciements, les baisses de salaire et l'allongement de la durée du travail, la pénibilité accrue, la flexibilité à outrance et l'extension du travail précaire,

ainsi que du travail clandestin sont les conséquences de la logique de la compétitivité. Les pensionnés, les malades, les invalides, les chômeurs connaissent une diminution drastique de leur pouvoir d'achat et une remise en cause systématique de leurs droits. Les frais scolaires augmentent et l'inégalité croissante s'installe dans les établissements d'enseignement. Les usagers des services publics constatent, à chaque nouvelle privatisation ou libéralisation, à la fois un renchérissement des services et une plus grande difficulté d'accès à ceux-ci. Dans ces conditions, payer son loyer, avoir un emploi stable et suffisamment rémunéré, préserver sa santé, trouver une crèche, assurer une scolarité de qualité pour ses enfants ou tout simplement se déplacer, deviennent de plus en plus « mission impossible » pour toujours plus de personnes.

La prédation et l'exploitation des ressources naturelles par les grands capitaux mettent la planète à sac, notamment par le soutien apporté par les grandes puissances aux régimes corrompus, par les conflits armés ou les guerres ouvertes de conquête, qui ne sont que le prolongement du néolibéralisme par la voie des armes.

Cette crise se traduit aussi sur le plan écologique : les conditions mêmes de la survie de toutes les espèces vivantes de notre planète sont dès aujourd'hui en jeu. La catastrophe écologique est aussi profondément une question sociale : ce sont, partout, les plus pauvres qui en sont et en seront les principales victimes.

Ceux qui résistent à cette politique néolibérale subissent la répression : astreintes contre les piquets de grève, licenciement de délégués syndicaux, application de lois dites anti-terroristes, réquisitions sous prétexte de service minimum. Ce démantèlement des acquis sociaux, des services publics et des libertés démocratiques crée un climat d'insécurité sociale généralisé. La logique de la domination remplace la solidarité. Le racisme et le rejet de l'autre sont exacerbés par la mise en compétition généralisée des personnes.

Tous ces événements, qui nous sont souvent présentés comme une fatalité, sont en réalité le fruit de politiques mûrement choisies par les partis ralliés à l'idéologie néolibérale.

Résister est possible. D'autres politiques sont nécessaires. Depuis la victoire sur l'A.M.I.(Accord multilatéral sur l'investissement, abandonné en 1998) et la naissance de l'altermondialisme à Seattle, la résistance sociale a redressé la tête sous de multiples formes : Forums sociaux, luttes dans les entreprises, collectifs divers, Attac, défense de l'environnement, renouveaux politiques à gauche en Amérique latine, etc. En Belgique, mouvements sociaux, collectifs et

syndicats organisent au quotidien des luttes et des résistances. Aujourd'hui, malheureusement, aucune force politique d'importance ne se fait le relais de ces mouvements et de ces luttes. Notre projet est de construire une nouvelle organisation qui exprime politiquement les propositions et réflexions de ces résistances.

Nous voulons inverser le cours des choses et développer la solidarité pour nous opposer aux politiques néolibérales : briser la course au profit à tout prix et mettre en place une société où ce qui est produit et la façon de le faire sont démocratiquement décidés en fonction des besoins et de la sauvegarde de toutes les espèces vivantes.

C'est pourquoi, nous, signataires de l'appel « Une Autre Gauche est nécessaire » constituons un espace de débats, de réflexion, de recherche et d'actions, privilégiant la convergence entre la diversité des expériences et des traditions et destiné à créer d'une nouvelle force politique de gauche : un espace qui privilégie la collaboration avec les partis qui partagent nos préoccupations en Belgique, en Europe, et dans le monde ; une force qui rassemble dans un grand mouvement politique anti-néolibéral tous celles et ceux -qu'ils soient membres ou non d'une association, d'un syndicat ou d'un parti- qui résistent à la politique d'injustices sociales, à la destruction des libertés démocratiques et au pillage de la planète ; un mouvement politique qui articule le meilleur des avancées politiques, sociales et environnementales issues du socialisme, de l'écologie, du féminisme, de l'antiracisme et de l'anticolonialisme, etc.

Ce mouvement se donne pour objectif d'unifier les combats, de peser dans le débat politique et d'offrir, entre autres, une alternative électorale à gauche des partis socialistes et écologistes d'aujourd'hui.

Le mode d'organisation, de décision et d'action est pacifique, basé sur l'écoute, le dialogue et la démocratie. Face aux injustices, nous proclamons notre droit à la rébellion et à la désobéissance civile.

De manière non exhaustive, nous proposons déjà les thèmes et revendication suivantes:

Logement: droit au logement décent à un prix abordable. Réquisition des logements vides. Blocage du prix de l'eau, des énergies domestiques (gaz, électricité, fuel, bois, …). Construction massive de logements sociaux avec attribution prioritaire aux plus démunis.

Pouvoir d'achat: rétablissement intégral de l'index des prix. Pas de salaire mensuel inférieur à 1.500€ net, pas d'allocations (pension, maladie, invalidité, chômage) inférieure à 75% du dernier salaire net avec un minimum de 1.000€ net. Liaison des allocations sociales à l'accroissement des richesses. Droit à un pré-salaire étudiant. Stop aux baisses de cotisations patronales à la sécurité sociale.

Travail et fin de carrière: droit à un emploi avec un vrai contrat et un vrai salaire. Transformation des statuts précaires (intérimaires, contrats à durée déterminée, sous-statuts) en contrats à durée indéterminée. Droit à une fin de carrière allégée, avec maintien du salaire, pour tous ceux et celles qui ont effectué pendant 20 ans un travail lourd.

Enseignement: gratuité de l'enseignement à tous les niveaux. Suppression du minerval et des frais pour les activités parascolaires. Ouverture d'écoles des devoirs dans chaque quartier. Création d'aide et d'encadrement pour les élèves en difficulté dans les structures scolaires. Possibilité pour tous les élèves de pratiquer gratuitement le sport et les activités culturelles à l'école le mercredi après-midi et le samedi avec encadrement par des moniteurs.

Santé: soins médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation intégralement remboursés par l'INAMI (y compris en matière de contraception et d'interruption volontaire de grossesse). Respect des tarifs légaux par le corps médical. Développement de la médecine préventive. Droits sociaux égaux quel que soit le statut (salarié, indépendant, allocataire social, étudiant).

Transport des personnes: gratuité des transports en commun (train, tram, bus). Renforcement des fréquences y compris le week-end et jours fériés. Présence de personnel à tous les guichets des gares et des stations de métro pendant les heures de service. Priorité au transport par le rail pour les distances inférieures à 1.000 km. Gratuité du permis de conduite et des cours d'auto-école. Obligation pour les entreprises situées dans les zonings ou qui recourent au travail en équipes d'organiser un transport collectif. **Transport des marchandises:** priorité au transport par bateau et par rail. Interdiction de circulation des poids lourds pendant le week-end et jours fériés.

Services publics: extension des services publics. Nationalisation de La Poste, du secteur de l'énergie, de Belgacom, du chemin de fer. Crèches gratuites à proximité du domicile ou du lieu de travail ouvertes de 6 heures à 22 heures. Gratuité de l'enlèvement des déchets ménagers.

Droit d'asile et Immigration: régularisation de tous ceux et celles qui fuient la guerre, la misère, la persécution, le mariage forcé. Fermeture des centres fermés. Pas de politique d'immigration choisie. Stop au néo-colonialisme (interventions militaires, pillage des ressources naturelles et humaines). Coopération au développement sur une base moins inégale.

Fiscalité: taux global, fortement progressif, d'imposition directe quelle que soit la nature des revenus (salaire, bénéfice, avantages en nature, revenus mobiliers, immobiliers, plus-values, divers). Suppression des privilèges fiscaux aux sociétés (centre de coordination, exonérations fiscales, voitures de société, frais de restaurant t de cadeaux). Suppression du précompte immobilier pour l'habitation propre.

Libertés démocratiques: abolition des lois liberticides. Interdiction des astreintes contre les piquets de grève. Droit d'ingérence des délégués syndicaux chez les sous-traitants. Elections sociales dans toutes les entreprises qui emploient au minimum 10 travailleurs. Suppression du seuil électoral de 5% au parlement. Fortes limitations des indemnités des parlementaires et des cumuls des mandats politiques. Droit de vote et d'éligibilité à tous les niveaux pour tous ceux qui résident en Belgique.

Paix: non à la participation de troupes belges aux expéditions militaires à l'étranger, retrait des troupes d'occupation partout dans le monde. Application du Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires. Quittons l'OTAN. Pas de stockage d'armes nucléaires en Belgique.

Droits de l'Homme et non-discrimination: Droits égaux pour tous quelque soit le sexe, l'âge, la langue, la nationalité, l'origine ethnique, le handicap. Application complète des Droits de l'Homme et de la charte des Droits de l'Enfant.

Ecologie: Non à l'achat du droit de polluer. Application intégrale du principe pollueur-payeur: réhabilitation des sites pollués (et reconnaissance des maladies professionnelles, prise en compte et indemnisation des dégâts sanitaires infligés à la population) payée par les entreprises qui responsables. Réorientation des choix économiques en fonction de critères durables et socialement justes : non aux pollutions (chimiques, atmosphériques, etc.), oui à une économie propre et socialement utile. Application immédiate de mesures radicales visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre de 30% d'ici 2020, de 80 % d'ici 2050: utilisation des techniques disponibles pour limiter le rejet de gaz à effet de serre et pour une production efficiente sur le plan énergétique, abandon de l'énergie nucléaire et des centrales au charbon, investissements publics massifs dans les économies d'énergie (habitat et bâtiments

publics) et pour assurer le passage aux énergies renouvelables. Encouragement à l'isolation des habitations avec financement par les profits des producteurs et fournisseurs d'énergie. Réduction drastique des transports inutiles de marchandises et priorité au train et aux voies navigables.

Culture: Garantir à tous l'accès à la culture, au sport et aux formations, indispensables au développement personnel et social. Valorisation de la diversité culturelle. Pour un service public audio-visuel financièrement indépendant des groupes privés. Les pouvoirs publics ont un rôle moteur sur le plan culturel et ne doivent pas délaisser le terrain aux seuls groupes privés.

Agriculture: Nous défendons le principe de la souveraineté alimentaire qui se définit comme le droit des peuples à déterminer leurs politiques agricoles et alimentaires dans le respect de l'environnement. Cela consiste à assurer une alimentation de qualité en donnant la priorité aux productions agricoles locales sans se soumettre au marché mondial ; et à régler l'accès à la terre, aux semences, à l'eau et au crédit dans un contexte de réforme agraire authentique et de collectivisation de l'économie. Non aux OGM en plein champ et aux agrocarburants.

Europe: Attitude offensive en vue d'harmoniser vers le haut, sur le plan européen, les acquis en matière de sécurité sociale. Soutien aux luttes en Europe et coopération avec tous les mouvements qui poursuivent les mêmes objectifs qu'Une Autre Gauche.